



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale
(FSAS-CGTG)

0690.28.19.86

fsas.cgtg@laposte.net

www.veyatifsascgtg.org



QUE NOUS CACHENT-T-ILS DERRIERE LA COVID-19 ?

La Covid est devenue le bouclier du patronat et du gouvernement pour justifier toutes sortes de dérives antisociales et de lois liberticides. Beaucoup ont profité, grassement, de cette pandémie mais se préparent à licencier autant que de besoin, la COVID a bon dos ! **Il n'est pas question de nier la dangerosité du virus** mais d'en dénoncer l'usage idéologique qui en est fait, les incohérences dans les décisions montrent clairement cela :

- Les critères qui définissaient cette dangerosité en Mars ne sont plus les mêmes en Septembre.

- La massification des tests, **aujourd'hui**, ne peut qu'exprimer un nombre important de personnes ayant été en contact avec le virus. **Dépistage n'est pas diagnostic !** D'autant que c'est au début de la pandémie qu'il fallait dépister autant pour traiter les positifs, tout en protégeant le reste de la population.

- Le traitement est connu et fonctionne parfaitement... à moindre coût, mais on a fait le choix de vouloir imposer un traitement 10 fois plus cher pour un résultat incertain.

Il s'agit, donc, d'un choix politique mal-assumé par nos dirigeants, sous la pression du patronat et d'autres lobbies dont l'industrie pharmaceutique, d'utiliser la COVID pour finaliser leur rêve de nous mettre à genoux. En Guadeloupe, nous ne sommes pas en reste de cette **pwofitasyon** qui ne dit pas son nom et qui se cache derrière notre bien-être sanitaire. Après des années d'attaques contre les Droits sociaux, notamment en démolissant le Droit du travail, l'occasion leur est donnée d'offrir tout pouvoir aux patrons sous prétexte d'urgence sanitaire.



Dans les Cliniques privées

Nous savions qu'il y avait du remue-ménage dans le secteur des Cliniques privées, depuis l'incendie du C.H.U.G. et la reprise des **Cliniques L'espérance et Eaux-Clares** par le groupe *Antilles Santé* (poupée russe d'un plus gros groupe Européen), mais les choses se sont accélérées durant le confinement. *Antilles Santé* aurait quitté le bateau de la F.H.P. locale, ce qui présume de sa volonté de dénoncer, à termes, la convention collective locale pour passer à la C.C.U. moins avantageuse pour les travailleurs. Pire, la Direction Générale mène une sournoise politique antisyndicale pour tenter de couper le personnel de ses représentants légitimes, dans l'objectif de tuer l'action syndicale et d'avoir un boulevard devant elle, mais c'était mal connaître les représentants du personnel et les sections syndicales qui se sont mis debout.

La Clinique des Eaux-Vives (Matouba) a récupéré l'ancien Directeur Général des Eaux-Clares, en faisant un jeu de chaises musicales avec son ancien Directeur Général parti aux Eaux-Clares... **y aurait-il un mariage forcé en vu et à quel prix ?**

Au niveau de *la polyclinique*, tout semble baigne mais nul ne connaît vraiment la destinée ni du bâtiment, encore moins de l'activité... **Motus et bouche cousue ! Pourtant, tout porte à croire que quelque chose se prépare en faveur d'une vente. Pour qui ?**

Deux Etablissements se sont déjà glissés dans la peau de la C.C.U., *Manioukani* (Gourbeyre et Bouillante, **ayant le même propriétaire que l'hôtel qui reçoit les voyageurs diligentés par l'ARS, dans le cadre de la COVID**) et *La Violette* (Trois-Rivières), où les personnels sont sous une pression permanente et travaillent, la peur au ventre, au point de craindre de se syndiquer.

Il reste *La Clinique Saint-Christophe* (Marie-Galante), *Les Eaux-Marines* (Moule), *le Groupe PITAT* (Basse-Terre), et *les Etablissements LACROSSE* (CHOISY - Le Gosier) qui **semblent garder une posture de résistance locale mais jusqu'à quand ? Auront-ils les reins solides pour résister ? A moins qu'elles ne soient obligées de se constituer en un seul groupe ou rentrer dans les rangs de la poupée Russe ?**

Il semble bien que, sous l'impulsion de l'A.R.S. et dans le cadre du G.H.T. et du partenariat Public-Privé, un donnant-donnant se mettra en place pour redessiner la carte sanitaire de la Guadeloupe. Nous risquons d'avoir des hôpitaux privés (conglomérats d'anciennes Cliniques privées) et Publics à l'horizon 2022, les premiers vont se partager les activités juteuses et les seconds auront la charge du sale boulot. Mais les hôpitaux privés auront besoin de personnels dociles et sans grands avantages pour rentabiliser leurs investissements.

Les travailleurs des Cliniques privées et des EHPAD attenants ont, d'ors et déjà, tout intérêt à se rassembler pour se défendre car ce qui se trame, dans le secret des Dieux, aura de graves conséquences sur leurs acquis et leurs droits.

Dans les Hôpitaux publics

La FSAS-CGTG n'a eu de cesse de dénoncer toutes les orientations incohérentes qui nous ont conduit à l'impasse que nous avons connu lors du début de la Covid. Avant et après l'incendie du C.H.U.G., nous avons toujours mis l'accent sur :

- Le manque de moyens (humains, matériels, médicaux...).
- Le développement du service public dans l'intérêt de la population.
- Le caractère Archipélagique et à risques majeures de la Guadeloupe.
- La nécessité d'une psychiatrie territoriale à la hauteur des problèmes de santé mentale.
- Un nouveau C.H.U.G. à la hauteur des défis de demain sans écarter les autres hôpitaux.
- La mise en place d'un secteur gériatrique de plein exercice au vu de la prégnance de cette problématique en Guadeloupe.

Des choix contraires étaient faits sous le prétexte de la modernité et de l'endettement (causé par la Tarification à l'activité) et, tout comme pour les Cliniques privées, la COVID aurait été très profitable à une réorganisation forcée dans le cadre du Groupement Hospitalier de Territoire (G.H.T.) et du partenariat Public-Privé. L'incendie du C.H.U.G. et la crise sanitaire du début d'année nous ont donné raison sur toute la ligne, mais les autorités sanitaires et politiques poursuivent dans leur logique. Les agents des hôpitaux publics doivent continuer le combat, en dépit des attaques et autres procès en sorcellerie faites contre eux.

Dans le médicosocial, le social et à la M.D.E.

A la Maison Départementale de l'Enfance (.M.D.E.), la situation est grave. L'activité, de cette seule structure d'accueil d'urgence du département, est mise à mal par les nouvelles politiques qui favorisent d'autres modes de placement. L'établissement est asphyxié financièrement et bien évidemment la seule réponse préconisée par le département et la direction de l'établissement est la suppression de postes. La situation devient critique, au point que l'avenir de cette institution locale est mis en péril au profit de décisions technocratiques et dangereuses pour les enfants, en dépit des problématiques sociales de plus en plus complexes.

Le médicosocial et le social sont en plein bouleversement, en dépit des grands discours politiques sur la " prise en compte" des "personnes en situation de handicap" et de la jeunesse "en difficulté", se sont des coupes budgétaires qui règnent en lieu et place de véritables projets d'inclusion sociale. Avec la mise en place du C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens), il faut s'attendre à une débandade dans les rangs des petites associations au profit des grosses, voire des méga-associations nationales. La situation se dégrade et l'action sociale ne joue plus son rôle de "soignant" des maux sociaux.

Pendant ce temps, pour la prime COVID, des Directeurs font du zèle en étant injustes et partiaux, pourtant les salariés ont beaucoup donné face à l'inertie de leurs hiérarchies qui se cachaient derrière des préconisations des tutelles sans aucune initiative.

Dans les laboratoires de Biologie médicale (L.B.M.)

Aux laboratoires privés, en dépit d'une présence importante des deux groupements locaux sur le terrain des tests COVID, les patrons jouent aux pauvres et à la montre avec leur personnel respectif. Entre le report de primes et la volonté de négocier un accord de performances, véritable **zatrapp** pour les salariés, les patrons des laboratoires n'ont un seul but : écarter toutes revendications et étouffer toutes contestations, notamment syndicales. Des petites entreprises familiales aux groupements, les appétits se sont aiguisés entre temps. Les travailleurs des laboratoires doivent se solidariser pour affirmer leurs droits et combattre la polyvalence rampante, surtout dans le cadre d'un G.I.E. entre les deux groupes qui semble être un cheval de Troie pour se débarrasser, progressivement, des travailleurs des deux groupes.

Dans les E.H.P.A.D. et chez les aides à domicile

Lors du confinement, et encore aujourd'hui, les travailleuses aides à domicile ont investi leur champ d'intervention en prenant des risques sérieux. Non seulement elles sont mal payées, mais en plus elles y allaient mal protégées pour enfin être complètement oubliées dans le bénéfice d'une prime. La FSAS-CGTG défend l'idée de l'augmentation de salaire, de manière à pérenniser le pouvoir d'achat des aides à domicile très mal payées, mais elle a fait la demande de la prime, considérant qu'elle était plus que méritée.

Les associations gestionnaires des aides à domicile souffrent de graves problèmes de gestion, de dérives et de **non-contrôle par le Conseil Départemental**. Nous risquons le même phénomène que pour les associations du social et du médicosocial, disparition ou phagocytage par de plus grosses.

Dans les E.H.P.A.D., c'est toujours l'incertitude sur l'avenir de certains établissements qui risquent de disparaître ou d'être absorbés par d'autres. On a créé plus d'une vingtaine d'EHPAD (dont trois publics) pour se rendre compte que toutes les personnes âgées n'ont pas les moyens d'y aller. Fort de cela, les Directions font pression sur le personnel, déjà pressurisé, qui n'en peut plus.

**TRAVAILLEURS DES CLINIQUES, DES HOPITAUX, DES LABORATOIRES, DES EHPAD ET A DOMICILE....
UNISSONS-NOUS POUR FAIRE FACE, ENSEMBLE, AUX ATTAQUES PATRONALES ET GOUVERNEMENTALES !**

EXIGEONS : La revalorisation des salaires, la reconnaissance de la pénibilité, le renforcement des effectifs, les moyens nécessaires, le respect de l'action syndicale..

